

## A NOS LECTEURS

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS » a paru jusqu'à présent régulièrement grâce aux rentrées provenant, outre de ses ventes et de ses abonnés, des phalanges mensuelles des membres du P.C.I. et des souscriptions de sympathisants.

De cette façon, nous étions parvenus à équilibrer notre budget, sans disposer toutefois de possibilités pour assurer l'expansion et une diffusion meilleure de notre organe.

Malheureusement, la situation économique actuelle a des conséquences qui mettent en danger cet équilibre précaire.

D'une part, nous subissons des hausses, et d'autres sont annoncées (augmentation des tarifs postaux, augmentation du papier de presse...). D'autre part, nombre de nos militants non seulement subissent, comme tout le monde, la hausse des prix, mais aussi des diminutions de rentrées, par suite de la diminution des horaires du travail.

Il ne nous est pas encore possible de chiffrer exactement le trou ainsi créé dans notre budget. Mais nous avons besoin, tout de suite, afin de ne pas aboutir d'ici peu à une crise financière, d'un supplément de rentrées.

Nous avons décidé de nous adresser à nos lecteurs, et plus particulièrement à nos amis les plus proches, pour les mettre au courant de cette situation et faire appel à leur aide.

Nous ne croyons pas nécessaire d'insister sur l'importance d'un organe comme le nôtre, au moment où le mouvement ouvrier français est entré dans une crise extraordinairement profonde. Il n'est pas non plus nécessaire pour nous de souligner combien sont grandes les difficultés d'organes comme le nôtre, qui vivent uniquement sur le dévouement de militants.

Nous espérons que vous répondrez rapidement à notre appel.

## VIE DU PARTI

**Comité Central.** — Notre Comité Central vient de tenir une session dans les derniers jours de janvier. Il a essentiellement discuté le projet de thèses politiques sur la situation française, qui est mis en discussion dans le Parti. Ce texte constituera un des deux points essentiels de l'ordre du jour de notre XIV<sup>e</sup> Congrès qui se tiendra au printemps. Un second texte ayant trait à la construction du Parti Communiste Révolutionnaire de masse en France est en préparation et après discussion au Comité Central sera soumis au Parti.

Les principaux points du projet de thèses politiques portent sur :

- les implications de l'instauration du régime gaulliste sur les luttes de classes dans le Monde et réciproquement ;
- les transformations du capitalisme français qui conduiraient au nouveau régime ;
- l'attitude des diverses couches bourgeoises à l'égard du nouveau régime ;
- les perspectives du nouveau régime ;
- la crise du mouvement ouvrier et ses développements ;
- enfin les tâches qui découlent pour notre parti de cette analyse.

### SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE

En réponse à notre appel envoyé aux abonnés et sympathisants ces derniers jours, nous avons déjà reçu les souscriptions suivantes. Que les camarades qui ont compris la nécessité du soutien du journal de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale soient ici remerciés de leur contribution.

1<sup>re</sup> liste: A.C., 2.000; Un médecin 10.000; Un vieux communiste 10.000; M. 300; Un sympathisant 5.000; M. F. 1.000. Au total: 28.300 francs.

# LA REVOLUTION ALGERIENNE

## MESURES DE CLEMENCE ET REALITE

Il est remarquable que les mesures de « pardon » de De Gaulle à l'encontre des condamnés et des internés algériens aient abusé à ce point nos démocrates de gauche de « France-Observateur » à « l'Humanité » qui écrit sous la plume de René Andrieu :

« Quels que soient les motifs d'un tel changement d'attitude, que l'on ne compte pas sur nous pour les accueillir avec dédain. »

Or ces décisions ne doivent pas faire illusion. Hormis la libération de Messali Hadj et sa publicité tapageuse, les vrais dirigeants de la Révolution, avec Ben Bella, restent entre les mains de l'impérialisme français.

Les condamnés à mort restent aux mains de leurs bourreaux, et les camps sur lesquels aucun contrôle public n'existe, ne désespèrent et ne désespéreront pas. Que signifie la libération de 7.000 internés, alors que ce chiffre doit être approximativement, d'après divers témoignages, celui des arrestations mensuelles? La population algérienne entière est vouée aux camps de concentration un jour ou l'autre. Comme il faut bien faire de la place pour les suivants, le colonialisme pourra encore s'offrir de nombreuses fois le luxe d'une « amnistie généreuse ».

Qu'on lise, à ce titre, l'aveu d'un des 71 députés algériens au Parlement, d'un des 71 ben-oui-oui, il est significatif.

*Si les Français font en Algérie ce qu'ils ont fait en France, c'est providentiel pour nous. Mais d'un autre côté, quand j'ai fait ma campagne électorale, tous les Arabes à qui je parlais de fraternité venaient me voir en me disant, l'un que son père avait été arrêté, pour un autre c'était son fils, pour un troisième c'était toute sa famille, etc. Alors je suis au Parlement pour le dire.*

— Et vous allez le dire?

— L'embêtant, c'est que je ne sais pas parler. Mais en tout cas, le vœu que nous avons émis n'était pas pour protester contre la clémence, mais au contraire contre l'arbitraire qui fait qu'on arrête n'importe qui. Dans ma circonscription, on a arrêté un jour dix personnes. Je suis allé demander ce qu'elles avaient fait, on m'a répondu: « Ne vous en faites pas, elles seront libérées par la prochaine amnistie. » Car en Algérie, on savait depuis longtemps qu'une amnistie interviendrait. »

Voici, à ce même sujet, ce que déclare le journal tunisien *Al Amal*:

« Ce que l'opinion ne sait peut-être pas, c'est que les autorités militaires françaises d'Algérie ont pris l'habitude d'interner les gens dans les camps de concentration sans qu'il y ait une seule accusation contre eux, si ce n'est qu'ils sont suspects et qu'ils sont Algériens. »

« Ce que l'opinion ne sait pas non plus, poursuit le journal, c'est que les autorités militaires d'Algérie emprisonnent chaque mois près de 7.000 Algériens et les libèrent lorsque toutes les ruses policières n'arrivent pas à leur faire avouer des crimes qu'ils n'ont pas commis. »

« Quand on sait tout cela, que reste-t-il des décisions de De Gaulle? Que reste-t-il du tapage fait dans le monde à leurs propos? »

### L'OPERATION MESSALI

Qui n'a pas été (même légèrement) choqué par les conditions dans lesquelles s'est déroulée la libération de Messali Hadj. Quelle mise en scène! La presse, l'escorte de police, les délégations de militants venus en autocar, la haie d'honneur, le service d'ordre personnel, le contrôle des papiers, le roulement d'Algériens « suspects », les conférences de presse; une coopération active de policiers français et du service d'ordre M.N.A.

Tout cela sent plus que le roussi et avait de quoi semer le doute dans la tête de ceux de nos démocrates de gauche pour qui Bellounis n'avait pas encore suffi à ouvrir les yeux sur ce qu'était devenu l'ancien dirigeant du mouvement révolutionnaire algérien.

Cependant, on se cramponne dur à ses illusions dans certains milieux de cette gauche française.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement a l'intention de se servir de Messali Hadj pour tenter de régler à sa manière le problème algé-

rien. La répétition en Algérie du coup de Bao-Dai appartient au domaine de la fiction.

Il n'empêche que l'attitude du gouvernement à l'égard de l'ancien leader du nationalisme algérien ne laisse aucun doute sur ses intentions.

Il semble ne faire aucun doute non plus sur l'espoir que semble placer en un certain « miracle » une certaine partie de cette gauche française, que « l'intransigeance » du F.L.N. gêne.

On a beau être en principe pour l'indépendance de peuples coloniaux, on n'en est pas moins pour la sauvegarde « intelligente » des intérêts « légitimes » de la France et un bon compromis ferait bien l'affaire.

Mais voilà, ce coup-ci on a été un peu loin. Il ne faut pas discréditer d'avance l'interlocuteur. Des protestations s'élèvent du PSA à l'UGS. L'organe central de l'UGS, « Tribune du Peuple », regrette les manifestations auxquelles ont donné lieu la libération de Messali Hadj et pose la question: « Est-ce pour tenter de le discréditer en lui prêtant des propos qu'il n'aurait pu tenir? »

Le malheur c'est que les propos qu'il a tenus, il les a tenus très librement, devant des journalistes, à maintes reprises. Le malheur est que jamais il n'a démenti aucun de ces propos, aucune de ses déclarations, alors qu'il a toute liberté de le faire. Le malheur est qu'il se trouve très bien des mesures qui sont prises à son encontre et qu'il ne se montre nullement gêné du risque d'être « discrédité ».

## AU SOMMAIRE DE

### « QUATRIEME INTERNATIONALE »

(N° du 1<sup>er</sup> trimestre 1959)

**Editorial:** Réflexions sur les perspectives internationales.

**Notes éditoriales:** La situation en Chine. — Le Marché Commun Européen. — Le réveil de l'Afrique s'accélère. — Le 86<sup>e</sup> Congrès des Etats-Unis. — Les élections françaises de novembre 1958. — A propos du 21<sup>e</sup> Congrès.

**E. Germain.** — L'industrialisation des pays arriérés.

**H. Vallin.** — Du 20<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

**M. Pablo.** — La Révolution arabe.

**M. K.** — La crise de la Révolution arabe.

**M. Pablo.** — Remarques sur le nouveau programme des communistes yougoslaves (II).

**40<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de K. Liebknecht et Rosa Luxemburg.** — P. Richard: L'héritage déformé. — Paul Frölich: Rosa Luxemburg et Léo Joguiches. — G. Zinoviev: Karl Liebknecht et la guerre.

**Les livres:** Trotsky's Diary in exile-1935, par Pierre Frank.

**Notes de lecture:** Voies nouvelles? Perspectives nouvelles?

**Documents:** En avant vers un gouvernement du Lanka Samasamaja Party (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale).

**Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.**

Le N° 200 fr. Commandes CCP FRANK 12648-46 Paris.

Vient de paraître:

Léon TROTSKY

### OU VA LA FRANCE?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36; une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV<sup>e</sup> République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume: 500 francs.

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu C.C.P. 12648-46 Paris